

# Courrier Fédéral

N° 371

du 16.11.13 au 22.11.13

Fédération  
des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Encart

Livret  
«Accidents du travail»



## ■ EDITORIAL

Travaillons collectivement les luttes

page 3

## ■ LUTTES ET SUCCES

page 5

## ■ HOMMAGE

Jean-Pierre ELBAZ

Son absence continuera longtemps à peser sur nous

page 2

## ■ VIE SYNDICALE

Congrès USTM 38

Les conditions de travail au coeur des débats

pages 4 à 5

## ■ INTERNATIONAL

Syndicat NUMSA - Afrique du Sud,

«Mieux armer la classe ouvrière»

pages 6 à 7

## ■ FORMATION SYNDICALE 2014

page 8

Courrier Fédéral  
Fédération des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT  
263 rue de Paris - case 433  
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19  
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>  
courriel : communication @ ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez  
Rédactrice en chef : L. Buchheit  
Rédactrice : M. Vergnol  
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,  
Prix : 0,63 euro  
Abonnement annuel :  
29,61 euros

Commission paritaire  
0418 S 06 474  
Imprimé par nos soins

## SON ABSENCE CONTINUERA LONGTEMPS À PESER SUR NOUS

*Le 4 novembre dernier, Jean-Pierre Elbaz nous a quittés. Lors de ses obsèques, par la voix de Claude Ven, président de l'IHS, la CGT rendait hommage à l'homme et à son parcours de militant. Extraits.*



Il n'aimait pas les hommages, ne cultivait pas les icônes à l'exception de ceux qui participent à l'édification de la conscience de classe. Comment le laisser partir sans rappeler l'homme qu'il fut, le militant, le camarade, l'ami souvent intransigeant, excessif mais toujours si attachant. Pour Jean Pierre l'école ce fut avant tout la vie, le réel, le concret de l'exploitation et de la lutte des classes. Il a écrit : *« Je crois à la conscience de classe, c'est vraiment quelque chose qui s'apprend, qui s'acquière et se fait en confrontation avec ce que l'on vit, pas avec ce que l'on croit. »*

En 1974, il rentre à BBT, une entreprise de 500 salariés à Paris. Il y rencontre Roland Claverie avec qui il créera la CGT. Jusqu'à sa fermeture, en 1984, avec ses camarades, il ne cessera de se battre. Ce fut une des plus belles pages de son parcours, un de ces moments qui forge une conviction et nourrit toute une vie d'engagement. Il y a mesuré la solidarité, la détermination mais aussi l'humanité... Jean Pierre en gardera toujours, et en toute circonstance, une confiance absolue dans les travailleurs, dans leur capacité à se dresser ensemble contre l'inacceptable et pour la dignité. Ces épreuves ont fait grandir chez Jean Pierre la nécessité d'informer les salariés pour leur permettre de réfléchir, d'analyser et de décider par eux-mêmes. Ce sera toujours une priorité pour lui : donner les moyens de la lucidité et de la construction de repères pour la masse des travailleurs. Cette volonté d'offrir aux autres les outils pour se battre et la nécessité de solidarité de classe se traduira, pour lui, par la prise de responsabilités au syndicat des métaux du XIX<sup>ème</sup> arrondissement, à l'UL puis à l'USTM de Paris. Avec Roland, ils ont écrit : *« là aussi, on a ramé... comme on a pu avec les petites boîtes, des copains souvent isolés mais admirables dans leurs ressources de résistance et la fidélité à leurs convictions. C'était la même espérance, la même fraternité qui nous habitaient et nous poussaient à lutter, à construire ensemble »*. Il gardera de cette expérience, 1 000 anecdotes et péripéties mais aussi des enseignements de luttes et de militantisme qu'il aimait rappeler. Il gardera une chaleur particulière pour évoquer ces camarades, objets de sa fidélité et de sa reconnaissance car c'est auprès d'eux que sa vie s'est construite.

Ses débuts à la Fédération, en 1982, correspondent au moment des renoncements du gouvernement socialiste aux objectifs de progrès social. Pour Jean Pierre, une seule issue, la prise de conscience et la mobilisation des salariés. La responsabilité de toute la CGT est engagée et le travail de terrain dans chaque entreprise, chaque bu-

reau, chaque atelier doit s'intensifier. Il gardera de cette période une exigence forte dans le combat de classes et la défense permanente de l'intérêt des salariés. Frappé pour la première fois par un cancer en 1986, Jean Pierre va se montrer un formidable combattant. Il est difficile de mesurer les obstacles qu'il a du dépasser. Il y avait, dans cet homme, une formidable énergie, une insondable force de vie. Il saura assumer toutes ses responsabilités et ne rien lâcher de ses convictions.

A la Fédération, Jean Pierre s'occupe de la propagande puis viendra le temps de la communication. Avec Gérard Quinquenet, ils formeront ce qu'il faut bien appeler une équipe de choc. Sa disparition sera pour lui un moment cruel. A la fin des années 80, il est aussi membre du collectif automobile et suit la région Auvergne où il gardera de solides amitiés. Sa contribution et son implication dans la grande bataille des salariés de Ducellier-Valéo à Issoire ont impressionné nombre de militants. Il est aussi au cœur de la grande manifestation de 1988 au Puy.

Passionné par l'histoire et surtout celle du mouvement ouvrier, il possède une bonne connaissance, qu'il aura toujours à cœur de développer. Derrière les icônes, ce sont les luttes collectives, les engagements des anonymes, au jour le jour, qu'il tient à mettre en lumière. A la création de notre Institut d'Histoire Sociale, au congrès de Poitiers, Jean Pierre est plein d'enthousiasme. Véritable cheville ouvrière, il devient l'interlocuteur privilégié, celui qu'il faut aller voir, celui qui sait, qui connaît les archives. Historiens, sociologues, étudiants, chercheurs, militants, s'échangent un nom et une adresse : Jean Pierre Elbaz au 94. Notre histoire est riche et il la maîtrise. Aucun ne repart bredouille, documents, photos, anecdotes et en prime l'analyse, le commentaire, l'explication de Jean Pierre. L'IHS métallurgie y gagne en crédibilité, en notoriété. C'est dans cet esprit qu'il développe ce qui deviendra un peu son bébé : la publication des cahiers de l'histoire. Il va en assurer la composition et l'illustration. D'ailleurs un numéro spécial lui sera consacré.

Au 94 rue JP Timbaud, qui accueille l'IHS, dans son antre, il collecte, accumule, découvre, remet au grand jour des documents disparus, oubliés... Il n'avait pas son pareil pour dénicher la pièce essentielle, la photo inespérée et nous réorienter sur du concret.

Nous étions nombreux à l'engueuler, parce qu'il fallait bien en arriver là, pour qu'il prenne enfin un peu plus soin de sa santé. Mais nous nous heurtions à un mur. Il entendait mener sa vie à sa façon. Il a fallu que les choses se dégradent pour qu'il daigne enfin écouter un peu nos conseils. Il avait traversé tant d'épreuves que nous n'arrivions pas à imaginer que l'adversité, la souffrance, la maladie puissent le terrasser. Aujourd'hui vive et douloureuse, son absence continuera longtemps à peser sur nous.

# L'éditorial

**Marie-Laure Cordini,**  
*membre du Comité Exécutif Fédéral*



## Travaillons collectivement les luttes

Cela fait plusieurs années que le patronat ne cesse de noyer les syndicats sur son cahier revendicatif. Combien de fois par mois sommes-nous convoqué-e-s pour des négociations qui n'ont de réalité que le nom ? Nous voyons également se développer de plus en plus la répression, voire la criminalisation syndicale.

Malgré tout cela, notre corps militant arrive encore à se mobiliser pour **faire respecter nos droits et nos libertés**. En effet, la Fédération de la métallurgie s'est mobilisée pour faire réintégrer une camarade fédérale qui été menacée de licenciement car elle avait assisté au 50<sup>e</sup> congrès en journée formation. L'inspection du travail a déclaré que ce n'était pas à la direction de décider de ce qui est de l'ordre de la formation syndicale ou pas. Pour la CGT, un congrès est formateur et le patronat n'a pas à s'immiscer dans notre fonctionnement.

Le 5 novembre 2013, 20 000 militant-e-s sont venu-e-s de toute la France pour soutenir les camarades de Roanne, victimes de la criminalisation de l'action syndicale. Le 17 décembre un jugement sera rendu et nous seront vigilant-e-s. Certains syndicats luttent pour l'égalité professionnelle, d'ailleurs le 25 février 2014 aura lieu les assises des femmes de la métallurgie.

C'est aussi la victoire du rejet de l'accord de compétitivité chez STX après 10 mois de lutte.

Certes, nous avons des victoires, mais combien par rapport aux victoires du patronat qui remet chaque jour en cause nos acquis ?

Deux paramètres essentiels au militantisme se trouvent dans les statuts de la CGT :

Le premier est la défense des intérêts immédiats, ce que nous faisons chaque jour avec nos luttes dans nos entreprises et les exemples précédents le prouvent.

Mais comment faire le lien avec le deuxième paramètre qui est la participation à la transformation de la société. Cette transformation a pour but de libérer l'humain de l'exploitation capitaliste et de toutes les autres formes d'exploitation et de domination. Les mutations du monde et des sociétés appellent de nouvelles conquêtes sociales garantissant les droits fondamentaux des personnes et le respect des peuples. Les richesses, fruits du travail des femmes et des hommes, doivent financer le progrès économique et social, le bien-être et participer à la sauvegarde de la planète.

Il y a urgence à **travailler les luttes collectivement**, dans un monde où la concurrence entre travailleurs est de plus en plus exacerbée d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre, à l'intérieur d'un même pays mais aussi à l'intérieur d'un même groupe.

Dès maintenant, mettons en débat cette revendication de changement de société, dans nos syndicats et dans nos structures CGT.



Claude BIOLCHINI

*80 militants de 45 syndicats des entreprises de la métallurgie de l'Isère étaient réunis les 7 et 8 novembre derniers pour le 18<sup>e</sup> congrès de l'USTM. Ils ont débattu des questions industrielles, des conditions de travail et de l'organisation syndicale.*

«On a besoin d'ouvrir plus largement des débats dans notre organisation sur les questions économiques, sociales, environnementales, politiques...». Le rapport de Patrick Bernard, secrétaire de l'USTM, donne le ton. Avec 2 406 adhérents recensés en 2012 (+206 par rapport au dernier congrès en 2009) et forte d'une représentativité de plus de 52,87% dans le département, la jeune direction de l'USTM CGT proposait aux congressistes de débattre dans une première partie des questions industrielles.

De nombreux camarades approuvent la nécessité de lancer le débat avec les salariés sur l'enjeu de l'industrie mais regrettent souvent le désintérêt des salariés sur cette question. Khamel de Soitec rapporte ainsi des échanges qu'il a eu avec des salariés «ils nous disent qu'il fallait qu'on s'occupe d'eux, de ce qu'ils vivent ; ils ne veulent pas rentrer dans les débats politiques». Très vite, les interventions pointent le problème du repli sur soi à toutes les échelles. Et les multiples plans de licenciement favorisent cette situation qui est souvent attisée par les directions. «La mise en concurrence des sites entre eux et la responsabilité des grands groupes sur le travail des sous-traitants» dénonce un camarade de Thalès.

Les constats se multiplient, mais les camarades présents ont du mal à entrevoir des perspectives de luttes

sur la question industrielle même si quelques pistes de réflexions sont lancées.

Bernard Grand, animateur régional, confirme que ce n'est pas toujours facile de travailler les solidarités. C'est pourquoi les syndicats CGT de son département ont mis en place des collectifs de travail par filière «ça permet d'échanger, de construire ensemble des actions et surtout de lutter contre la compétition entre les sites. De plus, la CGT métallurgie porte un projet de convention collective régionale pour prendre le meilleur de chacune d'elle dans les départements et gagner de nouveaux droits».

Le témoignage de Lionel de Caterpillar, confirme la nécessité de porter la proposition CGT de comité inter-entreprise «nous sommes allés chez un sous-traitant pour voir la réalité des conditions de travail ; elles sont désastreuses. Ce fut un choc pour notre syndicat».

En abordant justement, dans l'après midi, les conditions de travail, les interventions trouvent un écho sur les problématiques industrielles pointées un peu plus tôt dans le débat. Le leitmotiv des patrons étant de «faire le même travail, voire mieux, avec moins de monde» pour engranger toujours plus de bénéfices. Effectivement, comment ne pas faire le lien entre la dégradation des conditions de travail chez Ecopla (ex-Pechiney) par exemple et la politique industrielle de la nouvelle direction qui a vidé les

caisses de l'entreprise et délaissé les investissements ? Évaluation, harcèlement, pertes des compétences, lean, dépression... les exemples se multiplient. Le mal au travail touche autant les ouvriers que les cadres. Alors, quelle mise en commun des expériences dans la CGT, s'interroge un jeune élu CHSCT pour essayer d'ouvrir des perspectives ?

L'expérience d'une formation sur la sécurité, organisée par la direction, a ouvert les yeux d'Ouria chez SEB « *il faut prendre le temps de faire parler les salariés, sur ce qu'ils ressentent dans leur travail* ».

C'est aussi le sens de l'intervention de Christine de Rolls Royce « *Depuis 3 ans, la priorité du syndicat ce sont les conditions de travail. Nous avons d'ailleurs lancé une enquête, il y a un an, que nous avons partagée avec le médecin du travail. La souffrance résulte des objectifs fixés dans le cadre de la réduction des coûts, de la désorganisation générale de l'entreprise. Les salariés se sentent seuls vis-à-vis de cette souffrance.* »

Dans ce débat, Fabien Gâche, DSC de Renault, invité au congrès, revient sur l'expérience de la recherche action. « *Face au chantage patronal sur l'emploi, malheureusement beaucoup de salariés subissent la dégradation des conditions de travail. Le syndicat doit aller à la rencontre des salariés pour les faire parler, pour leur demander comment il faudrait faire pour transformer les choses ? Cette expression permet ensuite de porter les revendications collectivement.* » Parce qu'il n'y a « *rien de pire que l'isolement, nous avons besoin de construire des batailles collectives sur les conditions de travail.* »

Ainsi, l'ensemble des congressistes a approuvé la proposition de relancer une enquête dans chaque établissement sur cette question. En effet, s'enthousiasme un camarade de Caterpillar, « *la démotivation des salariés ne se mesure pas seulement sur les salaires. Les salariés sont perdus, ils ne savent plus à quoi sert leur travail aujourd'hui. Pour cela, il faut redonner du sens au travail. Réaliser une enquête est un bon point d'appui.* »



## ■ LUTTES ET SUCCES

**Française de mécanique - Douvrin (62)**

### Résultats des élections professionnelles

La CGT reste la 1<sup>ère</sup> organisation syndicale. En DP, la CGT progresse aussi bien dans le collège des ouvriers (+1,7%) que dans le collège des employés, techniciens et agents de maîtrise (+3,69%). Parmi les ouvriers, la CGT a obtenu 42,17% des voix. Près de 3/4 des voix des ouvriers sont allés aux deux syndicats (CGT et FO) qui ont eu le courage de résister à l'accord de régression sociale du 25 juillet 2013 et de rejeter le chantage à l'emploi.

La CFE-CGC chute de 8% environ. FO progresse d'autant. La CFTC et CFDT perdent, à eux deux, jusqu'à 12% des voix des ouvriers et 4 à 5% de celles des ETAM et sont sanctionnées.

La CGT obtient, au total, 10 délégués du personnel titulaires et suppléants et 6 élus titulaires et suppléants au comité d'entreprise en collège A et B.

Le syndicat remercie les 709 salariés qui ont voté pour les candidats et conforté sa forte présence dans l'entreprise. La CGT s'engage à œuvrer comme elle l'a toujours fait pour chercher à organiser et défendre les salariés.

**Profils Systèmes – Baillargues (34)**

### Grève pour améliorer les conditions de travail

Mardi 12 novembre, les syndicats FO et CGT de l'entreprise ont appelé les personnels des ateliers à se mettre en grève. Les ouvriers de production ont répondu très nombreux à cet appel.

Horaires et cadences sont les causes initiales de la protestation des personnels des ateliers. Actuellement, les ateliers tournent en équipe de 4h à 22h avec une durée hebdomadaire de 45h. Les conditions de travail sont aggravées par une hiérarchie pesante qui, pour obtenir l'augmentation des cadences, exerce une pression constante sur les ouvriers.

Les salariés en grève exigeaient de la direction la prise en compte de la pénibilité du travail dont ils demandaient la compensation par l'augmentation de 300 € de la prime d'intéressement annuelle. Ils demandaient également le paiement des heures de grève dont la direction est seule responsable.

D'autres questions importantes ont été débattues par les grévistes, telles que l'amélioration des conditions de travail et l'abandon de l'autoritarisme de l'encadrement, la dénonciation de licenciements-sanctions sans rapport avec la gravité des fautes invoquées et une augmentation du salaire mensuel de 30 € pour compenser la nouvelle cotisation « conjoints » de la complémentaire santé.

Après deux jours de mobilisation, les délégations CGT et FO ont rencontré la direction et ont rapporté aux grévistes les propositions chiffrées de la direction : une augmentation de la prime pouvant aller jusqu'à 260 € en cas de dépassement de l'excédent brut d'exploitation et des mesures relatives aux conditions de travail et aux relations sociales dans les ateliers.

Les grévistes ont repris le travail, jeudi 14 novembre. « Ils sortent de leur première grève la tête haute et bien déterminés à élargir leur action revendicative pour l'amélioration des conditions de travail et la progression du pouvoir d'achat » affirme une déclaration syndicale.

# SYNDICAT NUMSA - AFRIQUE DU SUD

## « MIEUX ARMER LA CLASSE OUVRIERE »



*A l'invitation du syndicat de la métallurgie Sud Africaine NUMSA qui revendique 330 000 syndiqués, une délégation de la fédération a participé à un colloque qui marquait la naissance de l'Institut de recherche politique du syndicat. Le leitmotiv de la création de cet institut étant « il n'y a pas de révolution sans théorie de la révolution ». Compte rendu de Boris Plazzi, secrétaire fédéral et David Meyer, conseiller fédéral*

Le colloque était structuré en 3 parties. Lors de la première, les délégations internationales ont été reçues dans une université à Johannesburg pour la présentation de la création de l'institut de recherche économique et politique de Numsa. L'objectif de cet institut est de maîtriser les questions économiques notamment l'organisation du capitalisme en Afrique du Sud de manière à mieux « armer » la classe ouvrière pour le dépasser et mettre en place une société Socialiste (au sens noble du terme).

Pour cette présentation de la création de l'institut, un ancien ministre du gouvernement de l'ANC, Ronnie KASRILS, était présent et a encouragé cet événement. Cet ancien ministre fait partie des « Amis de Numsa » comme les camarades l'indiquent. Ronnie KASRILS a fait une intervention au cours de ce colloque.

Pour la 2<sup>ème</sup> partie, les délégations internationales ont été invitées à apporter leur contribution notamment sur la situation économique, sociale et syndicale dans leur pays. Ce temps de discussion a été très instructif sur la situation sociale dans des pays avec qui nous ne sommes pas nécessairement régulièrement en contact.

Le 3<sup>ème</sup> temps a été caractérisé par un échange par plusieurs groupes de travail où nous avons été sollicités en qualité de « grands témoins », cette expérience a constitué un véritable enrichissement mutuel. Les groupes de travail portaient sur les questions de :

- Nationalisation des ressources naturelles
- Economie mondiale et solidarité internationale
- D'alternatives sociales et politiques au mode de développement de la société, les luttes syndicales, ...
- Mode d'organisation des syndicats

Cette méthodologie de travail, peu classique chez nous, pourrait éventuellement nous inspirer.

### **Le contexte économique et social :**

Chiffres de la présentation d'IRVIN JIM, secrétaire Général de NUMSA

- Le « partage de la valeur ajoutée » était de 56% en faveur du travail en 1995 il est retombé à 51% en 2009.
- 71% des femmes noires gagnent moins de 800 Rands par mois (soit environ 60 €)
- Les femmes ont 60% de probabilité de moins que les hommes d'être employées
- Un pays très inégalitaire où la moitié de la population survie avec 8% des revenus
- 70% des équivalents « bacheliers » qui obtiennent leur diplôme proviennent de 11% des écoles
- L'espérance de vie a fortement baissé passant de 62 ans en 1992 à 50 ans en 2006, dont 71 ans pour l'espérance de vie d'un sud africain blanc et 48 ans pour un noir

## Le massacre de MARIKANA

Un film documentaire concernant le massacre des mineurs de MARIKANA en novembre 2012 nous a été présenté, ce film est accablant contre le gouvernement et le massacre qui a été opéré contre les mineurs. Ce documentaire apporte des faits totalement différents des informations qui nous ont été retranscrites en France. Ainsi, nous avons demandé un exemplaire de ce film afin de faire connaître massivement à l'opinion publique ce qui s'est passé à MARIKANA.

## L'alliance NUMSA COSATU ANC

Du fait de la situation économique et sociale, de la corruption et suite au traumatisme du massacre de MARIKANA, de plus en plus de questions se posent autour de l'ALLIANCE issue du premier gouvernement post apartheid. Lors des groupes de travail, les camarades nous ont énormément interrogé sur les liens que nous avons avec les partis politiques et le PC principalement ; notamment en 1981 lors de la gauche plurielle ainsi que notre appréciation sur la présidence Hollande.

## Appréciations

Ces échanges, bien que très denses, ont été très riches en enseignements, notamment sur la nécessité de collaborer de manière renforcée entre nos organisations.

D'autre part, leur volonté de doter le syndicat de sa propre capacité de réflexions sur les questions économiques et politiques nous renvoie aussi aux débats qui nous ont traversé au niveau confédéral sur la nécessité de se réapproprier les questions économiques.

En parallèle à ce colloque, nous avons beaucoup échangé avec Doug Meyer sur la campagne que nous menons vis-à-vis de NISSAN US, il nous a demandé notamment si nous voulions continuer à approfondir nos travaux sur les questions des travailleurs intérimaires (qui peuvent garder ce statut 10 ans chez NISSAN) ainsi que sur les conditions de travail puisque de nombreux salariés souffrent de TMS et que la médecine du travail de l'entreprise les renvoie au travail sans déclarer leur TMS.

Concernant le rôle d'IndustriALL Global Union, la Fédération internationale a été très critiquée tant sur son action que sur ses positionnements, l'exemple de l'industrie automobile a été en ce sens très éloquent sur son incapacité à coordonner une quelconque action.

Nous avons aussi une demande du camarade indonésien, Roni Febrianto, d'échanger avec nous sur nos modes d'actions ainsi que pour avoir des échanges avec les groupes français présents en Indonésie.

D'autre part, nous avons eu un long échange avec une représentante de la FSM à propos du syndicalisme international et du rôle que nous y jouons.

Nous avons échangé avec un camarade Canadien de la FTQ sur la situation sociale et politique du pays, en particulier du Québec, au sujet des grands mouvements sociaux dans la dernière période (étudiants, etc...). Nous lui avons fait part de la situation en France notamment depuis les dernières élections présidentielles.

Enfin, indéniablement un débat de fond traverse Numsa

et sa confédération COSATU concernant la stratégie syndicale vis-à-vis du gouvernement en place. Le lien historique du syndicat COSATU avec le Parti Communiste Sud Africain et l'ANC semble poser de plus en plus de problème pour l'émancipation du syndicat notamment après des positions contraire à l'intérêt des salariés par le gouvernement de l'ANC. Nous leur avons indiqué que nous serions très intéressés et attentifs aux travaux de leur institut mais aussi disponibles pour poursuivre les échanges entre nos 2 organisations.

## La situation industrielle du pays :

- La production industrielle dans le pays a reculé de 20% par rapport à 1995 et de 15% par rapport à 2010.
- 350 000 emplois ont été perdus entre 1995 et 2008, auxquels il faut ajouter 271 000 emplois perdus en plus entre 2009 et 2012.
- Dans de nombreux domaines, la balance commerciale est déficitaire :
  - Télévision, radio, télécom et équipements 397% de déficit
  - Machines et équipements 120% de déficit
  - Transport et équipements 24% de déficit
- La dette est passée de 25 milliards de Rands en 1994 à 132 milliards en 2012
- 69% des exportations proviennent de la pétrochimie





# Plan de formation syndicale 2014

**Formateurs**  
Du 6 au 10 janvier  
Du 3 au 7 novembre

**DSC**  
Du 24 au 28 février  
Du 1er au 5 décembre

**UFICT**  
Du 23 au 27 juin  
Du 13 au 17 octobre

**Direction Syndicale**  
Du 27 au 31 janvier  
Du 3 au 7 mars  
Du 14 au 18 avril  
Du 7 au 11 juillet  
Du 6 au 10 octobre  
Du 8 au 12 décembre

**Communication**  
Du 24 au 28 mars  
Du 27 au 31 octobre

**Eco-CE**  
Du 3 au 7 février  
Du 7 au 11 avril  
Du 20 au 24 octobre

**International**  
Du 5 au 6 mai  
Du 2 au 3 octobre

**CHSCT**  
Du 20 au 24 janvier  
Du 17 au 21 mars  
Du 16 au 20 juin  
Du 8 au 12 septembre  
Du 24 au 28 novembre

**Animateurs  
des territoires**  
Du 20 au 24 janvier  
Du 1 au 5 décembre

**Europe**  
Du 1er au 4 juillet  
Du 15 au 18 décembre

Tous nos stages à Courcelle (hormis CHSCT, Eco-CE et Formation de Formateurs) sont facturés 180 € par jour et par stagiaire (soit par exemple 900 € par stagiaire pour un stage de 5 jours en internat). Cette contribution financière ne doit pas être un obstacle à la participation des camarades. Si le syndicat rencontre des difficultés, la formation syndicale est à votre disposition pour trouver des solutions ensemble.

**Tous les stages se déroulent  
au centre Benoît Frachon  
à Gif-sur-Yvette (91)**

Pour vous inscrire,  
contacter Stéphanie Guitton au 01.55.82.86.15  
ou par fax au 01.55.82.86.53  
ou [formation.syndicale@ftm-cgt.fr](mailto:formation.syndicale@ftm-cgt.fr)

**SAVOIR être  
& agir** **cgt**  
*c'est se former*